

**Inventaire des Zones Humides**  
**Compte-rendu du Comité territorial « LOISE-COISE-TORANCHE »**  
**- 16 juin 2015 -**

**Personnes présentes :**

NOM	STRUCTURE
Marianne DARFEUILLE	Conseil départemental 42 - élue
Georges REBOUX	CC Feurs en Forez – élu
Christian FAURE	CC Collines du Matin – élu
Anne Sophie GAUMOND	SMAELT
Jean Claude DAUPHIN	FEDERATION DE PECHE DE LA LOIRE
Joël MAYET	ONEMA SD 69
Corinne MOLIN	CC Pays de Saint-Galmier
Guy FRANCON	CC Pays de Saint-Galmier – élu
Michèle MARAS	Conseil départemental 42 - élue
Eric GALICHET	CC de Balbigny
Gilbert BESSON	CONFEDERATION PAYSANNE DE LA LOIRE
Sébastien LEGER	DDT 42
Pascal VELUIRE	FDSEA
Thibaud POLETTE	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA LOIRE
Michel MONTSERRET	SYNDICAT DES ETANGS DU FOREZ
Jean Marc CHARBONNIER	FDSEA 42
Jean VIAL	CHAMBRE D'AGRICULTURE DU RHONE
Jean Damien ROMEYER	CHAMBRE D'AGRICULTURE DU RHONE
Hervé GRATALOUP	CR 42
Lydie THOLLOT	JA DE LA LOIRE
Loïc SERAILLE	JA DE LA LOIRE
Nicolas CHARRETIER	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA LOIRE - élu
Thierry PORTE	DEPARTEMENT DU RHONE
Yves PIOT	SIMA COISE
Jean Yves CHARBONNIER	Président SIMA COISE - élu
Angélique BELLOC	CESAME
Guillaume CHORGNON	CEN RHONE ALPES
Julie FARGIER	Conseil départemental

**Contexte / Introduction :**

Le Département de la Loire a lancé un inventaire des zones humides du Département de la Loire et du territoire du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Loire en Rhône-Alpes » en 2012. La prestation a été confiée au bureau d'études CESAME et bénéficie de l'appui technique du Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes (CEN Rhône-Alpes).

La démarche d'inventaire prévoit une animation locale par bassins versants ou groupes de bassins versants, sous la forme de 10 Comités territoriaux, avec une co-invitation par le Département de la Loire et les structures animatrices des procédures Contrats de rivières ou Opérations coordonnées. Ces comités se sont réunis une première fois début 2013. La deuxième série de réunions a lieu en juin 2015, dans la perspective d'une présentation pour validation de l'inventaire zones humides à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE prévue le 7 juillet 2015.

### **La présentation se déroule en quatre parties :**

Partie 1 : Julie FARGIER (Département 42) rappelle le contexte de l'étude, les objectifs, la gouvernance et revient sur la phase de consultation réalisée par le Département en 2014-2015 ;

Partie 2 : Guillaume CHORGNON (CEN RA) présente une synthèse des résultats finaux de l'inventaire ;

Partie 3 : Angélique BELLOC (CESAME) présente une proposition de méthode de hiérarchisation;

Partie 4 : Guillaume CHORGNON (CEN RA) et Angélique BELLOC (CESAME) présentent des exemples de prises en compte de l'inventaire (Plan local d'urbanisme, Zone d'aménagement concerté et Projet agro-environnemental et climatique).

La présentation est téléchargeable sur le site internet du Département de la Loire : <http://www.loire.fr/zoneshumides> et celui du SAGE Loire en Rhône-Alpes : <http://sage.loire.fr>

### **Synthèse des échanges :**

*En lien avec la partie 1 :* Le Département de la Loire rappelle que l'inventaire ne concerne que les zones humides (ZH) supérieures à 1 hectare et qu'il n'a pas de portée réglementaire directe. L'inventaire constituera avant tout un outil d'aide à la décision et de connaissance pour les communes, EPCI et acteurs socio-professionnels.

Un effort conséquent a été réalisé en 2014-2015 pour améliorer la qualité de l'inventaire et répondre aux sollicitations issues de la période de consultation menée sur les zonages proposés. Plus de 110 rencontres ont été organisées (Mairies et exploitants agricoles essentiellement) entre août 2014 et avril 2015 pour ajuster certains contours. Au final 222 zones humides ont été réajustées sur 2400 soumises à consultation. Le résultat final de l'inventaire est le suivant : 3 361 ZH de + de 1 hectare pour 16 372 hectares.

Il est toutefois indiqué que la « double » consultation réalisée presque simultanément par les Départements de la Loire (avril à juillet 2014) et du Rhône (septembre 2014) a pu perturber certaines communes.

Il est rappelé que le CD42 avait transmis aux services du CD69 les contours de l'inventaire « Loire » en juillet 2014 pour éviter une telle confusion. Ces contours n'ont par la suite pas été utilisés ce qui a en effet pu semer le trouble auprès des acteurs concernés.

En lien avec la partie 3 : Le souhait est de pouvoir valider une méthode de hiérarchisation sur la base des enjeux reconnus pour chaque territoire. Pour celui des bassins versant concernés, le critère « inondations » semble prépondérant à prendre en compte.

Il est précisé que la méthode présentée doit être considérée comme un outil évolutif et adaptable à chaque situation, la base de données GWERN de l'inventaire permettant ce type d'analyses. Un travail complémentaire avec les Syndicats de rivières sera à prévoir sur les territoires pour obtenir une méthode de hiérarchisation validée localement (rôle d'appui technique du CEN dans le cadre de la cellule d'assistance technique ZH mise en place).

En lien avec la partie 4 : Il est indiqué que les données sur les ZH pourront être intégrées au « porter à connaissance » que réalise le Département auprès des communes en amont des PLU. Il est rappelé l'obligation d'étude environnementale dans le cadre de ces procédures PLU.

Pour ce qui concerne les mesures compensatoires liées à d'éventuelles destructions de ZH, il est techniquement et économiquement plus réaliste de privilégier une restauration de ZH dégradée plutôt qu'une recréation de ZH. L'inventaire départemental permettra ainsi de cibler des sites potentiels à mesures compensatoires.

En conclusion, la diffusion publique des données de l'inventaire ne sera possible qu'après la validation officielle de l'étude par la CLE du SAGE prévue début juillet. En complément, le Département souhaite s'appuyer sur les Contrats de rivières et l'apport technique du CEN pour poursuivre la dynamique engagée sur les territoires en vue d'une meilleure prise en compte des zones humides. À l'échelle départementale, un travail spécifique avec la profession agricole sera également engagé pour aboutir à une charte des bonnes pratiques en zones humides.